

Réhabilitation de l'Union Nationale

Une mesure salubre

J.K.M

Libreville/Gabon

LES partisans de l'opposition l'espéraient ouvertement, le ministre de l'Intérieur d'alors, Guy Bertrand Mapangou, a exaucé leurs vœux en réhabilitant, le 4 février dernier, l'Union Nationale (UN), parti dissous le 27 janvier 2011.

Les membres de l'UN ont ainsi été autorisés à exercer leurs activités sur l'ensemble du territoire national, après avoir déposé auprès des ser-

vices compétents du ministère de l'Intérieur toutes les modifications intervenues au sein de leur formation politique. Une mesure saluée aussi bien par l'opinion publique internationale que nationale. Tant elle a eu, entre autres, pour mérite de décrire un climat politique qualifié, à tort ou à raison, de lourd par beaucoup d'acteurs. Au-delà, la décision de Guy Bertrand Mapangou, émanation du discours à la nation du chef de l'État, le 31 décembre 2014, découlait de la volonté présidentielle de faire respecter le caractère pluraliste de notre démocratie, de renforcer le fonction-

nement des partis politiques et d'encadrer l'exercice des libertés démocratiques.

Dans ce sens, on s'en souvient, le président de la République avait légiféré par ordonnances en modifiant certaines dispositions de la loi N°24/96 du 6 juin 1996 relative aux partis politiques jugées restrictives par rapport à l'exercice de certains droits fondamentaux.

Les leaders de l'opposition ont salué la réhabilitation de l'UN.



Photo : Ariside Moussavou

Dissensions au PDG

Rivalités et guerres de positionnement

J.O.

Libreville/Gabon

L'ANNEE 2015 n'aura pas été un long fleuve tranquille au PDG. Le parti a été émaillé des dissensions en son sein, qui ont fait craindre le pire par moments. Ainsi, en mai 2015, certains proches du «Distingué camarade» ont créé le Mouvement gabonais pour Ali Bongo Ondimba (MOGABO). Ce mouvement, après quelques sorties, sera très mal perçu par les «camarades du cru», notamment les parlementaires qui, à leur tour, mettront en place, près de deux mois après, le mouvement Héritage et modernité (HM). Celui-ci, sans



Photo : Prince JACKSON

Le président de la République lors de la rencontre avec les parlementaires du PDG.

aller avec le dos de la cuillère va faire feu de tout bois en critiquant ouvertement l'action du gouvernement, voire le régime auquel ils

appartiennent tous. Une guerre qui mettait sur la place publique l'antagonisme entre ceux qui sont aux affaires et ceux ayant

été écartés. Face à cette crise, Ali Bongo, le président du parti va convoquer en urgence une réunion des membres du bureau

politique du Comité permanent, l'instance supérieure du PDG. De là, ressortira la décision de dissoudre tous les mouvements politiques,

notamment le Mogabo et le HM. Un comité technique sera créé pour mettre en application toutes les décisions de ladite réunion.



Photo : Adjai Nioutourme

Vue de l'assistance composée en majorité des élus nationaux à la naissance du mouvement Héritage et modernité (HM).

Épisode Moukagni Iwangou

Un vrai-faux refus d'entrer au gouvernement

J.O.

Libreville/Gabon

CONTRAIREMENT à ce qu'il avait affirmé pour justifier son refus d'entrer au gouvernement, l'opposant radical, Jean-de-Dieu Moukagni-Iwangou, avait bel et bien été consulté, la veille du remaniement du gouvernement Daniel Ona Ondo, le 11 septembre 2015. L'opposant radical avait d'ailleurs eu un entretien avec le chef de

l'Etat, Ali Bongo Ondimba. « Par rapport au refus tardif de M. Moukagni Iwangou d'entrer au gouvernement, je le confirme, je peux vous en apporter les preuves », avait indiqué Alain-Claude Bilie-By-Nze, alors porte-parole de la présidence de la République. Avant d'ajouter, au cours d'un bref échange avec la presse, que celui qui était à l'époque président du FOPA, « a été longuement reçu par le président de la République avec lequel il a discuté de la situation poli-

tique du moment ». Photos et vidéo à l'appui, ces révélations ont été à l'origine du discrédit de cet opposant parmi ses pairs et les partisans de l'alternance au Gabon. A noter que son rétropédalage a fait les affaires de l'un de ses adversaires de l'Union du peuple gabonais (UPG), Mathieu Mboumba, qui a accepté d'occuper le poste ainsi laissé vacant de ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture et de l'Entrepreneuriat, chargé du programme Graine.



Photo : Presse présidentielle

L'audience que Moukagni-Iwangou avait tue à ses pairs et partisans.

Sénat

Une nouvelle femme sur le plateau

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

LE bureau de la quatrième législature, mis en place le 27 février 2015, a porté Lucie Milebou-Aubusson, épouse Mboussou, à la tête du Sénat. La sénatrice de la commune de Fougamou, candidate du PDG, succède à Rose Francine

Rogombe. Un vote qui a tourné au plébiscite en sa faveur, elle devient ainsi le quatrième président de cette chambre du parlement. Elle dirige de ce fait un bureau dominé par le parti au pouvoir. Il est à relever que ledit bureau est constitué de six vice-présidents, six secrétaires et deux questeurs. Et le parti de masses, sans grande surprise, de

se tailler le gros morceau en s'arrogeant la quasi-totalité des dix-sept postes en jeu. L'opposition sera tout de même représentée au poste de sixième vice-président par, Jean-Christophe Owone Nguema, élu indépendant de la commune d'Oyem. De son côté, Jean Eyeghe Ndong devient le président des indépendants.



Photo : Gaston Ngoubill

Le président du Sénat, Lucie Milebou-Aubusson, épouse Mboussou.